

Entretien : Saddek Fenardji, consultant international

## “La DU, un dispositif de suivi des réformes”

©D.  
R.



**Nabni :** L'installation d'une DU signifie-t-elle l'échec du gouvernement dans la coordination/suivi des réformes ?

**Saddek Fenardji :** En règle générale, installer une Delivery Unit ne signifie pas forcément que le gouvernement a failli dans la mise en œuvre des réformes qu'il a engagées. Dans le cas de l'Algérie, Nabni recommande la mise en place de cette unité spéciale couramment appelée Delivery Unit afin de pallier un certain nombre de carences qui freinent la mise en œuvre et rendent inefficaces les réformes. Cela est dû à notre bureaucratie, aux capacités limitées et au cloisonnement de nos institutions publiques. Autres carences constatées, les réformes sont peu priorisées en fonction des aspirations et des besoins des citoyens. Les objectifs recherchés des réformes et leurs retombées concrètes sur le terrain sont aussi rarement mesurés. Trop souvent, la supervision de la mise en œuvre des réformes se résume à un suivi ponctuel du budget consommé et du constat de retard ou de respect des délais. Enfin, les pouvoirs publics privilégient surtout l'effet d'annonce à l'analyse d'impact une fois la réforme mise en œuvre.

La Delivery Unit, comme vous le mentionnez dans votre question, est un dispositif de coordination et de suivi des réformes. L'intérêt de ce dispositif est qu'il agit en temps réel, il permet d'évaluer les effets induits par les réformes au travers la production et le suivi réguliers d'indicateurs. Ces indicateurs traduisent les impacts/objectifs recherchés et la dynamique de mise en œuvre en termes de rythme et de délai. Les experts de la Delivery Unit peuvent ainsi intervenir auprès des différents acteurs/institutions impliqués pour redresser une trajectoire mal engagée ou proposer des arbitrages aux décideurs pour sortir d'une situation de blocage.

## **Qu'est-ce qui nous pousse à postuler que les expériences des pays qui ont mis en place des DU, dans d'autres contextes politiques, économiques et institutionnels... peuvent être transposées en Algérie ?**

La première expérience d'une Delivery Unit a vu le jour au Royaume-Uni en 2001 dans un contexte particulier provenant du mécontentement des Britanniques de la qualité de leurs services publics.

Le gouvernement Blair lança à cette époque une vaste enquête publique pour savoir ce que désiraient concrètement ses citoyens. Il en découlait plus d'une centaine d'objectifs précis dont une vingtaine personnellement suivis par le Premier ministre. La Prime Minister's Delivery Unit (PMDU) a été mise en place en moins d'un an pour superviser les ministères et agences en charge de la mise en œuvre des réformes qui devaient permettre d'atteindre les objectifs qui leur étaient assignés.

Devant le succès de l'action de la PMDU britannique, la plupart des pays anglo-saxons puis du Commonwealth ont déployé des Delivery Units au sein de leur exécutif.

Aujourd'hui, plusieurs dizaines de Delivery Units opèrent sur les 5 continents. Elles ont été créées par des pays ayant des systèmes politiques et économiques différents.

A supposer donc que l'Algérie est un cas unique, je ne vois pas pourquoi notre contexte nous interdit de "postuler" à la création d'une Delivery Unit. Pour cela, il faut bien entendu que notre gouvernement soit animé par une réelle volonté d'améliorer les services publics et veuille obtenir des résultats significatifs perceptibles par ses citoyens.

## **Quels sont selon vous les objectifs qui peuvent être assignés à une DU en Algérie, dans un contexte caractérisé par une faible volonté de réformer ?**

Si notre gouvernement est contraint par un contexte ou un déficit de ressources et compétences, nous pouvons dans un premier temps circonscrire l'action de la Delivery Unit à un périmètre géographique donné ou à un nombre restreint de réformes.

Généralement, les thématiques les plus reprises par les Delivery Units sont la baisse de la criminalité, l'amélioration de la prise en charge dans les milieux hospitaliers, la hausse du niveau d'éducation/instruction, l'amélioration des transports publics...